

30ÈME RAPPORT SUR LE MAL-LOGEMENT : LA CRISE CONTINUE EN VAL-DE-MARNE !

Dans son rapport 2025 sur l'état du mal-logement en France, la Fondation pour le Logement des défavorisés tire une nouvelle fois sur la sonnette d'alarme. Les chiffres accablants de la Fondation témoignent d'une crise du logement sans précédent. Tous les signaux sont au rouge : en 2024, 350 000 personnes étaient sans-abri (plus de la moitié en Ile-de-France), explosion du nombre d'enfants à la rue, le nombre d'expulsions locatives a augmenté de 17 % en un an et **notre pays compte désormais 2,7 millions de demandeurs de logements ; du jamais vu !** Dans le même temps, la construction de logements publics chute de 23,4 % entre 2016 et 2021. En 2023, seulement 393 000 logements publics étaient accessibles, soit une baisse de 6% en un an.

Les difficultés d'accès au logement pour tous-tes ne sont pas un hasard, elles découlent des politiques menées par la droite, du gouvernement à leurs alliés dans les collectivités territoriales.

La majorité d'Olivier Capitanio a décrété une « année blanche » du Département sur le logement public à compter de 2025, aggravant l'hémorragie d'une crise pourtant à son paroxysme. Depuis l'arrivée de la nouvelle majorité de droite en 2021, le bilan est effroyable : baisse de 4,5% des crédits d'investissement dans l'habitat en 2021, baisse de 15% du Fonds Solidarité Habitat en 2022 et baisse de 5 millions d'euros pour le logement au budget 2023, soit 15 millions d'euros en moins pour le logement en 2 ans !

Depuis octobre 2024, plus aucune réhabilitation ni nouvelle construction de logements publics n'est soutenue ! Comme à son habitude, **la majorité actuelle ne fait que suivre les pas de Valérie Pécresse au Conseil régional, alors même que l'Île-de-France détient le record du nombre de demandes de logements.** Toujours plus de demandes, pour moins de constructions. ▶▶▶


Loin de l'approche ambitieuse de la précédente majorité, qui avait permis la rénovation de 15 000 logements entre 2015 et 2021, **la droite départementale s'attache à détruire les politiques départementales en matière de logement et à protéger les communes hors-la-loi sur l'application du SRU** : suppression des financements pour toute opération comprenant du logement public dans les communes comptant plus de 40% de logements publics, baisse des subventions d'investissement pour l'habitat de 1,72 M € sur l'année 2024 et suppression de la subvention à la CNL. Ces choix politiques mettent de nombreuses vies en danger !

Face à cette situation désastreuse, un plan d'urgence pour le logement public s'impose pour les 110 000 Val-de-marnais-es en attente d'un logement public. Des solutions existent : aides nationales à la pierre, soutien aux bailleurs sociaux publics, prise de sanctions à l'encontre des Maires ne respectant pas le SRU et renfort des aides aux locataires. **Notre groupe continuera toujours de défendre le logement public pour tous-tes ! ●**

**GROUPE VAL-DE-MARNE EN COMMUN
PCF ET CITOYEN·NE·S**

HÔTEL DU DÉPARTEMENT
21-29 AVENUE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
94054 CRÉTEIL CEDEX

 <https://groupepcf-citoyens94.com>

 01 43 99 70 56

 vdmcommun@valdemarne.fr

